contingent des seigneurs états-généraux n'excedera pas l'évaluation de 10000 hommes d'infanterie, 2000 de cavalerie, 16 vaisseaux de ligne & 16 frégates.

Art. VI. Mais comme il peut arriver (vu l'éloignement de plusieurs des possessions des parties contractantes) que les avantages qui doivent leur résulter réciproquement de la conclusion du présent traité, deviendront illusatoires pour la défense mutuelle desdites possessions, avant que leurs gouverneurs respectifs aient reçu des ordres de l'Europe; à cette fin il est stipulé & convenu, qu'en cas qu'une d'elles soit hostilement attaquée, ou menacée d'une attaque hostile dans ses possessions, soit en Afrique, soit en Asie, par une puissance européenne; il sera enjoint aux gouverneurs de leurs établissemens dans ces deux parties du monde, de fournir des secours de la manière la plus prompte, & la plus efficace à la partie attaquée, ou menacée d'une attaque; & des ordres pour cet effet seront expédiés auxdits gouverneurs d'abord après la conclusion du présent traité, & les deux hautes parties contractantes ne permettront pas aux vaisseaux de guerre de la puissance attaquante, de quelque nature qu'ils soient, d'entrer dans aucun de leurs ports, dans les susdits établissemens, jusqu'à ce que la paix entre la partie attaquante & l'allié de la partie contractante soit rétablie; à moins que lesdits vaisseaux ne soient forcés de s'y réfugier, pour éviter de périr ou de faire naufrage.

Art. VII. Si le cas arrive que les deux hautes parties contractantes soient également impliquées dans une guerre contre un ennemi commun; elles se promettent réciproquement de ne désarmer que d'un commun accord, & elles se donneront confidentiellement communication des propositions de paix ou de trêve qui pourroient leur être faites.

Art. VIII. Si les hautes parties contractantes préfèrent de fournir leurs secours de troupes en argent; il sera libre de part & d'autre de le faire suivant l'évaluation qui en sera faite par un article séparé.